

Aux origines historiques et politiques d'ACC

La revue "*A Contre Courant (syndical et politique)*" a une histoire, qui est sa vérité politique : c'est celle de son projet, c'est-à-dire des intentions, des bases et des circonstances qui nous ont amenés à la fonder; c'est celle des efforts qui ont permis à ce projet de se traduire dans les faits pendant près de trente ans, ainsi que des aléas, voire des vicissitudes qu'il avait fallu surmonter pour cela; et enfin, c'est celle de son épuisement, voire de la dégradation du projet initial, dans le monde tel qu'il est aujourd'hui. Et c'est ce qui nous amène, du fait même de la nature de notre projet politique, à y mettre un terme.



Dessin paru sur la dernière page du n° 3 (avril 1989) d'«*A Contre Courant syndical et politique*».

C'est la première apparition de Soeur Marie Thérèse des Batignoles (une créature de Maëster; 4 albums parus aux Editions Fluide Glacial) dans un numéro d'ACCsp. Son scepticisme iconoclaste, plusieurs fois étalé dans nos colonnes, n'était pas très éloigné du nôtre.

En effet, toutes les réalisations politiques finissent par disparaître, soit parce qu'elles sont balayées, soit par décomposition ou éclatement, soit - plus rarement - parce que leurs auteurs y mettent eux-mêmes un terme. Le pire en la matière est l'illusion de la survie, soit que la même réalité survive sous un autre nom (par exemple, une police politique "socialiste" peut succéder à une police politique tsariste, en recyclant ses agents et ses archives), soit que le même nom puisse couvrir des réalités bien différentes (par exemple, une "Internationale ouvrière" peut désigner une Association de révolutionnaires sans attaches, forts seulement de leurs idées, une coalition peu contraignante de Partis sociaux-démocrates officiels ou une officine de révolutionnaires professionnels, voire d'espions prêts à manipuler "tout ce qui est rouge et qui bouge").

L'autodissolution est une manière d'éviter une survie trompeuse.

Dans la suite de mai-juin 1968

Le projet politique d'ACC a germé dans l'esprit de militants formés dans et par les luttes des décennies 1960 et 1970. Même si, en France, mai-juin 68 en a marqué un incontestable sommet, ce moment révolutionnaire n'a pas été sans ambiguïtés, sinon sans contradictions. Sa double origine, étudiante et ouvrière, contenait des germes divers dont les plus néfastes ont été d'une part, la possibilité d'une génération carriériste, "avisée es-révolutions", dans tous les domaines de la vie intellectuelle, sociale et même économique (qui a été et demeure un agent important de la contre-révolution qui a suivi), et d'autre part, la possibilité d'une récupération politique majeure (dont les "Assises du socialisme" en 1974 ont clairement été le signal), ainsi que la floraison de multiples groupuscules anarchistes et surtout gauchistes, prétendant depuis lors et en dépit du bon sens, incarner le "Mouvement Social", et cela d'autant plus vivement que celui-ci est plus absent. Carriéristes, récupérateurs et gauchistes sont bien sûr plus souvent d'anciens "étudiants révolutionnaires" que des ouvriers des usines occupées, même si cette "génération" est aussi en passe d'être relayée.

Ce qui marquait par contre la décennie 1960, c'est l'hégémonie du PC et de la CGT dans le mouvement ouvrier français, dominé par des cadres de la Fonction Publique et une "aristocratie ouvrière" en mal de reconnaissance sociale, qui orientaient celui-ci principalement vers une lutte pour l'élévation du niveau de vie ouvrier et partant, vers une intégration à "la société de consommation" alors naissante en France. C'est pourquoi les premières luttes autonomes sont venues surtout des marges (numériquement importantes) du mouvement ouvrier, c'est-à-dire des secteurs peu qualifiés, du monde des O.S., pour lesquels l'enjeu immédiat était d'abord l'amélioration des conditions de travail, la lutte contre les fameuses "cadences infernales" ; et c'est de là qu'ont pu naître les premières tendances vers l'auto-organisation des luttes et l'idée-projet d'autogestion des conditions de la production et du travail. Tendances longtemps souterraines, mais qui ont clairement émergé dans le "mouvement des occupations" en mai-juin 68, et qui se sont confortées pendant la décennie suivante. Il va de soi qu'elles ne pouvaient que se heurter au PC et à la CGT pour lesquels l'horizon (lointain, Guerre Froide oblige !) restait la planification centralisée et la discipline du travail, et dont le présent était surtout la lutte contre toute forme de "spontanéisme", c'est-à-dire d'auto-organisation ouvrière qui remettait en cause son hégémonie. La démonstration de ce fait, qui avait

cours depuis longtemps dans les usines, se fit à ciel ouvert pendant les "événements", et après : un "soviet", c'est-à-dire un conseil ouvrier, une assemblée de travailleurs, n'avait pas d'intérêt pour le PC s'il ne pouvait être contrôlé ou du moins manipulé (le premier "gauchiste" venu pense d'ailleurs la même chose, mais ayant moins de moyens, il doit davantage composer).

Et c'est là que la CFDT a pu jouer son éphémère rôle historique (nous parlons de son rôle positif, pas de sa fonction contre-révolutionnaire qui, elle, ne dure que depuis trop longtemps...). La liquidation de la CFTC n'avait pas

seulement un enjeu de déconfessionnalisation et de radicalisation, admettant la réalité d'une lutte des classes ; elle s'est traduite aussi par la mise en place de statuts démocratiques (qui justifieront en partie le D, mais qui ne survivront pas longtemps au leadership d'Eugène Descamps), lesquels pouvaient permettre à des travailleurs combattifs, voire révolutionnaires, d'y trouver leur place tout en considérant seulement le syndicat comme un moyen de lutte, un instrument et non comme une fin en soi, une organisation à défendre envers et contre tout, voire un tremplin ou un boulevard pour une carrière; et donc encore bien moins comme une courroie de transmission politique ou un moyen pour contrôler les travailleurs en lutte et éviter leurs "débordements". Une brillante démonstration de ce qui avait été ainsi possible fut donné en mars 1977 encore, lorsque des ouvriers alsaciens, syndiqués ou non, dont certains seront des "fondateurs" d'ACC, ont pris en otage ... les automobiles de la collection de deux capitalistes abuseurs de biens sociaux, les dénommés frères Schlumpf, qui jetaient à la rue des travailleurs (et surtout des travailleuses) qui ne leur servaient plus ; ils en font un "musée sauvage" et forcé les instances de la CFDT peu enthousiastes, à les couvrir et à négocier avec l'État; un chef-d'œuvre tactique dans la lutte des classes, dont l'histoire reste à faire du point de vue ouvrier. De même, le paravent CFDT avait son utilité dans les usines où les stalinien de la CGT ne pouvaient plus tout se permettre avec des ouvriers révolutionnaires et où les thèses du contrôle

ouvrier et les thèmes autogestionnaires pouvaient ressortir de la clandestinité où les avaient jetés l'écrasement des Soviets et des *Arbeiterräte* après la Première Guerre Mondiale.

Contre la gauche de gouvernement et ses trahisons, le pari de l'auto-organisation et ses limites

La décennie 1970 fut marquée par de très grandes contradictions : le mouvement ouvrier français était au sommet de ses possibilités, malgré l'opposition entre les tenants de l'autonomie ouvrière et ceux qui acceptaient encore l'encadrement des stalinien; mais en face, le capitalisme, déjà largement internationalisé, déclarait sa crise (ce qui équivalait, en terme de lutte de classes, à une déclaration de guerre : fini le compromis social-démocrate, trop cher, inflationniste : on ressortait l'arme de destruction sociale massive, le chômage, c'est-à-dire les licenciements, les fermetures d'usines, les restructurations, les délocalisations...). Ce qui a obligé

les travailleurs à passer insensiblement d'une attitude offensive (sur les conditions de travail, sur l'organisation de la vie sociale) à une attitude défensive (pour le maintien des conquêtes récentes). En même temps, la Gauche politique et syndicale s'emploie à la récupération des énergies militantes en faisant mine d'adhérer à un programme de démocratisation de la vie sociale, municipale, régionale, de la vie dans les entreprises et de la planification (en mettant déjà largement en avant les réformes "sociétales" qui s'attaquent le moins aux intérêts du Capital, mais satisfont à peu de frais les classes moyennes "progressistes"). Cette récupération consistait à faire croire aux ouvriers et aux travailleurs en général que seule cette Gauche institutionnelle pouvait prendre en charge leurs revendications et les mener à bien, c'est-à-dire changer les rapports de pouvoir dans l'entreprise, dans l'État, dans la vie sociale, et même "*changer la vie*", comme disait le PS de l'époque.

Et cette Gauche arrive au pouvoir en 1981. Non seulement elle ne change en rien les rapports de pouvoir, mais elle n'assume même pas une fonction défensive contre les ravages de la crise capitaliste ; et c'est sous

Mitterrand que le chômage va monter en flèche et que les SDF deviennent une catégorie sociale à part entière ! La CFDT, dont la direction et l'appareil s'étaient déjà préparés à ce rôle responsable pendant la décennie précédente, devient alors une "courroie de transmission" à part entière du nouveau pouvoir et le PC un parti de gouvernement : sur le terrain du contrôle du mouvement ouvrier, le dispositif était bien bouclé.

C'est dans ce contexte et contre cette situation que va naître dans la vallée de Thann un petit collectif de militants décidés à ramer "contre le courant politique et syndical" dominant, espérant bien ne pas rester seuls dans cette galère. Pour s'amuser un peu et parce que ça sonnait bien, Pierre Wendling proposa de l'appeler le CLAC (Collectif de Lutte Anti-Capitaliste) de la région Thann-Mulhouse, dont la première manifestation publique sera la diffusion d'une brochure intitulée "*Critique de gauche de la Gauche*" (on peut lire la biographie de Pierre dans le n°146 de ACC qui est en ligne). Nous étions en 1984 et nous pensions que la Gauche politique et syndicale avait eu largement le temps de faire la preuve aux yeux d'un grand nombre de travailleurs de sa volonté de défendre le capitalisme et de son incapacité à changer quoi que ce soit (et surtout pas la vie - du moins, en mieux -), ce dont nous-mêmes n'avions jamais douté auparavant. Car ce qui nous paraissait important n'était pas tant de dire ce que nous pensions, mais de le faire partager au plus grand nombre de travailleurs qui avaient lutté avec d'autres perspectives pendant la décennie précédente, de contribuer à ce que d'autres, avec des options semblables, le fassent ailleurs et de nous faire connaître de ceux qui le faisaient déjà. C'est pourquoi nous avons alors "réquisitionné" les locaux de la CFDT à Mul-



house, en y organisant une réunion de 80 personnes, au grand dam des apparatchiks, pour faire connaître notre point de vue sur la Gauche en général et la dérive de la CFDT en particulier, sur la nécessité de la lutte anti-capitaliste et de l'auto-organisation ouvrière; nous en avons appelé à un *Renouveau Syndical* (premier titre de la revue qui deviendra ACCsp) pour rester audible pour ces militants CFDT, en rappelant surtout que le syndicat doit rester un moyen, un instrument de lutte au ser-

réflexion et traduit dans les faits ses thèses sur le syndicalisme interprofessionnel, embryon d'une auto-organisation sur une base locale et frein au corporatisme du syndicalisme par branche. De même, il considérait comme essentiel le fait que toute forme d'auto-organisation ouvrière se donne des moyens de réflexion et d'expression autonome, qui devaient servir non seulement à la propagation de ses idées, mais à la communication avec d'autres groupes de même nature. C'est pourquoi *Renouveau Syndical*, imprimé sur l'offset de l'Union Interprofessionnelle, était conçu non seulement comme un outil de diffusion d'idées, mais un Bulletin de liaison.

Il n'y avait bien sûr aucune exclusive dans ce choix et nous n'avons jamais imaginé constituer une fraction, une tendance ou même une opposition dans la CFDT (nous en avons croisé plus d'une par la suite et elles se sont toutes révélées stériles, n'arrivant jamais à dépasser la lutte d'appareil, et finissant du coup forcément dans la cooptation ou l'élimination) et nous étions bien sûr largement partisans du dépassement des clivages syndicaux français, même si le syndicat unique ne règle aucun des problèmes que nous rencontrons en France, là où il existe. Un petit nombre de militants nous ont alors rejoints, certains transitoirement et d'autres sont

restés, alors que le noyau initial du CLAC a subi des pertes rapidement aussi. Mais nous nous sommes rendu compte non moins rapidement que l'idée de l'auto-organisation et de la "démocratie de base", comme disait Pierre, avait déjà bien régressé dans la CFDT (ou même qu'elle n'avait jamais vraiment "pris", au delà d'une minorité). Nous nous étions aussi faits des illusions sur les (in)capacités de l'appareil : même s'ils n'étaient pas des léninistes, ils savaient tenir leurs troupes, faire barrage aux doutes qui s'insinuaient chez quelques-uns et vider les éléments vraiment gênants pour peu qu'ils occupaient une fonction qui avait un intérêt stratégique. Pour le reste, la CFDT est démocratique, comme on dit aussi à longueur de temps que l'est notre société : c'est-à-dire si peu.

Mais aujourd'hui encore demeure la question : comment un véritable changement politique et social peut-il avoir lieu si les travailleurs ne sont pas prêts et capables de prendre en mains leurs

intérêts, pour commencer dans leur syndicat, a fortiori dans leurs entreprises et dans la vie sociale ? Comment peuvent-ils soutenir "démocratiquement" des dirigeants ou des organisations qui les emmènent droit dans le mur, au lieu de s'auto-organiser, sauf dans les grèves, - et encore ? Sur quelle forme d'organisation collective et sociale peuvent déboucher les luttes d'aujourd'hui et de demain ? Et que faire du fait qu'une partie non négligeable de ceux qui sont répertoriés comme la "catégorie socioprofessionnelle" des "ouvriers" votent assez régulièrement pour la famille Le Pen ? Certes, contrairement à ce que les médias répètent, le vote FN est resté minoritaire au sein du monde ouvrier : il n'a jamais dépassé les 35% des suffrages exprimés et il est encore plus minoritaire, lorsque on l'on tient compte du fait qu'à peu près la moitié des ouvriers ne sont pas inscrits sur les listes électorales ou s'abstiennent, donc ne s'expriment pas ; ce qui cependant ne nous permet pas de savoir comment ils se situent par rapport aux thèmes et aux thèses politiques de l'extrême-droite. Il est évident aussi que les travailleurs ont aussi été amenés auparavant à voter nombreux pour un parti stalinien, et par la suite pour un parti "socialiste" qui tous deux n'allaient pas non plus dans le sens de leurs intérêts de classe; il est évident enfin que le vote n'est pas un reflet mécanique de la conscience de classe (il n'y a pas de toute façon de "vote révolutionnaire"). Mais tout de même, nous sommes obligés de nous demander aujourd'hui si notre énorme confiance pendant les années 1970 dans la "spontanéité ouvrière" n'était pas illusoire...

Le refus de tout avant-gardisme

Cette confiance s'accompagnait aussi d'un choix politique clair et commun à tous les membres du collectif (et elle le fondait en même temps) : dès le début, et aujourd'hui encore, nous avons refusé l'alternative avant-gardiste, et plus particulièrement le parti dans sa forme léniniste. Le parti ne peut être que l'embryon d'un appareil d'État, voire la matrice d'une nouvelle classe dominante. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de Parti Révolutionnaire, il n'y a eu que des partis visant le pouvoir d'État, ce pouvoir fût-il étiqueté "révolutionnaire". C'est pourquoi nous avons d'emblée exclu toute association avec des "groupuscules gauchistes" s'imaginant ou même se proclamant l'embryon du "Parti Révolutionnaire" (il ne peut évidemment y avoir qu'un, mais les candidatures ont été nombreuses !) et du coup dissuadé par



Publié sur la dernière page du n° 39 (novembre 1992) d'«*A Contre Courant syndical et politique*». Quelques-uns de nos doutes sont perceptibles...

vice des travailleurs et que la "ligne", les choix, les objectifs devaient se déterminer à la base et non dans les bureaux de ceux qui fréquentaient les cabinets ministériels, sinon les salons patronaux.

Pourquoi donc la CFDT ? Moins par illusions ou attachement sentimental - même si cela existait aussi chez certains d'entre nous - que parce que nous y étions la plupart depuis pas mal d'années, nous y connaissions du monde ou même nous y étions connus ; sur le fond, c'était surtout parce que c'est là que nous avions le plus de chance de rencontrer les travailleurs animés par l'idée de l'auto-organisation et la lutte pour l'autogestion des conditions de travail, voire le pouvoir ouvrier, ceux qui l'avaient rejoint dès la fin des années 1960 et pendant la décennie suivante. C'était l'esprit dans lequel agissaient les membres du CLAC qui aimaient les sections CFDT des "Potasses et Produits Chimiques de Thann" et de "Air Industrie" : Pierre y avait mené avec ses camarades une

notre discours leurs membres de nous rejoindre. Par contre, nous avons cru possible de collaborer avec des groupes (ou des individus) qui se réclament du courant libertaire, dans la mesure où leur objectif (lointain !) n'est pas le pouvoir d'État, mais sa suppression et où leur rapport immédiat à la démocratie "à la base" est différent.

Notre refus du léninisme et de ses avatars staliniens et gauchistes de tous poils, est motivé sur son postulat implicite : dans l'avant-garde révolutionnaire, "le savoir donne le pouvoir" dans l'organisation, puis en cas de succès révolutionnaire, donne à celle-ci le pouvoir sur le prolétariat et la société toute entière. Ce postulat est évidemment une justification illusoire et le stalinisme, le maïsisme ont montré ce

riat. *L'encadrement capitaliste* Editions L'Harmattan 1989 ; et en particulier le dernier chapitre: "la face cachée du socialisme" afin de ne pas prendre des vessies pour des lanternes). Le malheur historique est que cette avant-garde léniniste a totalement compromis l'héritage de la théorie critique de Marx sous le label de "marxisme", voire "socialisme scientifique", et plus encore comme idéologie officielle des supposés "socialismes existant" en URSS, en Chine "Populaire", au Vietnam et ailleurs encore; et elle a ainsi donné bien des arguments aux polémiques rageuses des intellectuels conservateurs, pour en arriver à un discrédit presque complet des apports de Marx. Et il suffit de constater ce que donne

une critique de notre société qui prétend se dispenser de ces apports en s'intéressant un moment à l'idéologie invertébrée des écologistes dits "de gauche", qui par ailleurs reproduisent dans leur comportement politique au quotidien les pires excès et stupidités des sociaux-démocrates, des staliniens et des gauchistes de tous poils (ce sont bien sûr parfois les mêmes, simplement repeints en vert, mais les plus jeunes ne font guère mieux !)

Le fait est que la plupart des groupuscules d'extrême-gauche sont essentiellement composés de membres de la classe de l'encadrement, et les autres sont au moins dominés par eux. Sans tomber dans les pièges de l'ouvriérisme, mais sachant que la méfiance spontanée des ouvriers à l'égard des intellectuels "donneurs de leçons" et surtout pensant à la place des autres, était largement justifiée par l'histoire du mouvement populaire, le CLAC s'est voulu au départ un groupe essentiellement ouvrier. Mais ce principe n'a pas pu être maintenu car beaucoup d'ouvriers commençaient déjà à se démobiliser à l'époque (et certains

étaient brisés par la répression patronale, pour laquelle les "licenciements économiques" ont été fort utiles pour cela), d'autres - y compris les plus combattifs - étaient récupérés par les syndicats et une fois permanents, leur combativité s'émoissait assez fortement (il y a des exemples célèbres, et pas seulement à la CFDT !); ils étaient alors "protégés" contre les licenciements certes, mais comme la Mafia "protège" ses membres et ses victimes. Et ceux qui nous ont rejoints étaient rarement des ouvriers. Nous

avons cependant voulu remédier à toute forme larvée de "pouvoir intellectuel" dans le collectif en demandant à tous d'écrire autant que possible et surtout en discutant tous les textes qui, une fois acceptés, étaient publiés sans signature et engageaient tout le groupe. Ce principe, essentiel pour la démocratie interne, a tenu longtemps, mais s'est perdu aussi. Dans la seconde vie d'ACC, la plupart des textes étaient signés, souvent par les mêmes plumes, ou encore "importés" (parus ailleurs) : mais du coup, la revue devenait surtout une édition et une diffusion d'idées, ce qui était loin du projet initial. Aujourd'hui, nous voulons pour une dernière fois redonner vie à ce principe si essentiel.

La fusion avec la Gauche Autogestionnaire de Lorraine-Champagne

Bien avant cette dérive, c'est pourtant avec un groupe politique que le CLAC va faire alliance dès l'année 1985, la Gauche Autogestionnaire de Lorraine-Champagne (GALCh), animé par notre ami disparu en 1988, René Schulbaum et par Jean Fortchantre : une alliance dans laquelle chaque groupe gardait tout d'abord son autonomie politique, mais qui s'est traduit par des liens d'amitié réels et une publication commune, la première version de "A Contre-Courant", qui paraît en janvier 1986 et qui se voulait aussi un "bulletin d'informations, de liaison et de débats". Mais la GALCh était en réalité un groupe politique très spécial, en fait un collectif, en rupture avec le PSU, et qui avait depuis longtemps affirmé son autonomie et son implantation locale. Le PSU lui-même était sans doute le plus hétéroclite des partis politiques français (il suffit pour s'en convaincre de lire l'article qui lui est consacré sur Wikipedia) et donc, comme à la Samaritaine, "on y trouvait de tout", du pire et du meilleur. Cela tient au fait qu'il offrait une alternative à la mollesse social-démocrate, à la rigidité stalinienne et à la microscopie groupusculaire. Comme tout groupement qui se positionne plutôt aux ailes qu'au centre du dispositif politique, il servait d'abord d'école de formation politique aux jeunes qui y trouvaient des mentors de toute sorte; ensuite de tremplin comme l'a illustré emblématiquement le dénommé Rocard (mais il n'était pas le seul). Tout cela ne mériterait guère qu'on le rappelle s'il n'y avait plus que cela...

A la recherche d'un discours radical, mais se démarquant du PC (ce que les groupuscules léninistes n'avaient jamais réussi à faire, et pour

Brillant succès pour notre campagne "NUL C'EST PAS RIEN" :
2 169 171 bulletins nuls ou blancs au 2ème tour !



Eh oui, mon brave : plus de 2000 (é)lecteurs par exemplaire ! La meilleure force d'impact de la presse française.

Paru sur la dernière page du n° 43 (en avril 1993, après les élections législatives), après une campagne en faveur du vote nul qui visait à souligner les limites de la démocratie représentative.

qu'il en était : "le pouvoir donne le savoir", et permet de liquider en même temps tout débat démocratique, et donc toute opposition dans le Parti et la société. Mais ce postulat condense aussi l'idéologie spontanée de la classe sociale qui apparaît organiquement avec le développement de la société capitaliste, une classe appelée par Alain Bihir (qui fait partie aussi des fondateurs d'ACC) la classe de l'encadrement (NB. si l'on veut encore aujourd'hui s'opposer sérieusement à la société existante, il faut absolument lire d'Alain "Entre bourgeoisie et proléta-

La gauche autogestionnaire

Le groupe politique «**La Gauche Autogestionnaire**» est issu du PSU au début des années 80, plus précisément après l'arrivée de Mitterrand à l'Élysée.

De nombreux militants de ce parti, refusant la dérive droite engagée par la direction - H. BOUCHARDEAU manœuvrant pour obtenir un poste ministériel, ce qu'elle aura - forment alors un groupe, minoritaires certes, dont une partie non négligeable décide de quitter le PSU au congrès de Vénissieux en 83. La GA est alors constituée de «dedans», essentiellement parisiens, et de «dehors» surtout provinciaux. Mais ce qui était prévisible est arrivé : les «dedans» suivent la direction pour rejoindre le PS. Ne restait plus alors qu'un groupe très minoritaire : quelques parisiens et d'ex adhérents se réclamant toujours de la lutte de classe et de l'autogestion, ces derniers basés en Champagne-Ardenne, en Lorraine et dans le sud de la vallée du Rhône (peu nombreux). Ce mouvement était impulsé notamment par R. SCHULBAUM, ex-membre du Bureau National du PSU.

Très vite cependant il ne resta qu'un groupe sans capacité de pouvoir peser sur le cours des choses : le recentrage syndical et politique, prélude à l'avènement du social-libéralisme. Les tentatives d'élargissement s'avèrent infructueuses, l'espoir mitterrandien s'étant converti en déception chez les masses populaires.

La fédération haut-marnaise du PSU s'était dotée d'un journal : «**Le Réveil Socialiste**» qui dès décembre 84 portait en bandeau la mention «**Gauche Autogestionnaire**». Après la disparition de ce journal, apparaît un bulletin en 87 édité par la «**GA**», intitulé «**Pour l'Autogestion**» qui sort 6 numéros jusqu'en octobre 88.

Les tentatives de rapprochement, voire de fédération avec d'autres groupes comme l'OCL n'aboutissant pas, c'est vers le CLAC (*Collectif de Lutte Anti-Capitaliste*) de Thann-Mulhouse (68) que finalement se tourne la GA. Ce groupe publie déjà un bulletin «**Renouveau Syndical 68**». Des diverses rencontres entre GA et CLAC naîtra en janvier 86 un périodique «**A Contre-Courant**» (8 numéros jusqu'en avril 88), pour aboutir en été 88 à la fusion de «**Renouveau Syndical 68**» et de «**Pour l'Autogestion**» en un périodique commun qui deviendra rapidement le mensuel «**A Contre Courant syndical et politique**» dont on annonce le décès aujourd'hui.

cause !), le PSU relance les thèmes de l'autogestion et du pouvoir ouvrier. Certes, en se référant à l'exemple yougoslave, l'autogestion du PSU ne dépassait guère la perspective d'une cogestion, voire d'une "participation" à la marche des entreprises et de la société, mais tout comme la thématique de la CFDT première manière, elle pouvait aussi être "gauchie" en une perspective d'auto-organisation des travailleurs et de Conseils ouvriers (et autres). Ce qui était bien la conception de nos camarades de la GALCh. Mais en réalité, le PSU proposait par là-même un nouveau projet politique et une nouvelle version idéologique à la classe de l'encadrement, sur laquelle il s'appuie explicitement pour la première fois, en faisant des "cadres et techniciens" ni plus ni moins que la "*nouvelle classe ouvrière*" (Serge Mallet) et donc un sujet révolutionnaire ! Après les "Assises du Socialisme" et les multiples ralliements des "psuistes" au PS, cette politique et cette idéologie s'affirment explicitement comme une "Deuxième Gauche" (que nous avons dénoncée dès 1979 comme "*la néo-social-démocratie*", dans un livre paru sous ce titre), qui est devenue hégémonique dans la gauche française jusqu'à nos jours.

Cette "Deuxième Gauche" a assez rapidement justifié l'abandon de toute perspective révolutionnaire au nom de la "*lutte contre le totalitarisme*"; son objectif intellectuel était de liquider toute référence à la pensée de Marx au sein des mouvements politiques, syndicaux et sociaux et elle y a largement réussi. Elle engageait de fait la classe de l'encadrement dans une alliance avec la classe capitaliste (par exemple dans des officines de "réflexion" - des "think tanks" - comme le Club Saint-Simon que nous dénoncions dès l'époque !) et porte dès lors de lourdes responsabilités historiques dans la "droitisation" de l'ensemble de la thématique politique et donc dans la promotion de celle du Front National, tant elle rendait et rend encore littéralement inaudible tout discours dit de "gauche" (nouvelle manière) dans les classes populaires.

En avril 1988, le CLAC et la GALCh décident de fusionner en devenant officiellement cette fois-ci une Association de type 1901. René Schulbaum, du haut de sa vieille expérience politique, avait insisté sur cette officialisation "*qui pourrait servir un jour*", et Jean Fortchante en est devenu le président. Cette fusion était possible parce qu'il existait un accord politique réel entre nos deux collectifs, et nécessaire car ceux-ci s'étaient déjà affaiblis. Nous allions nous affaiblir encore cette année avec la disparition de René dont

l'humour et les "coups de gueule" nous ont beaucoup manqué. La conséquence principale de la création de l'association a été l'arrêt des publications précédentes (*Renouveau Syndical* - 32 numéros tout de même ! -, *Pour l'Autogestion* et ... *A Contre Courant*). Nous avons bien sûr décidé de reprendre le titre du bimestriel déjà commun aux deux collectifs, en y ajoutant la précision "*syndical et politique*" pour souligner notre volonté de rupture avec tout ce qui se faisait jusque là sur ces deux terrains. Notre ambition était alors plus que jamais de tisser des liens avec tous ceux qui voulaient rompre collectivement ou individuellement avec la social-démocratie, le stalinisme, le gauchisme, l'écologisme dit politique, la néo-social-démocratie ou le syndicalisme classique, mais qui restaient sur des positions clairement anti-capitalistes et se situaient dans l'axe de l'auto-organisation des travailleurs pour la création d'une nouvelle société.

Mais les années ont passées et "ce que ACC a été" et ce que la revue est devenue, est largement évoqué dans [l'article suivant de ce dernier numéro](#). Il s'agissait seulement ici de montrer "ce que nous voulions faire", pourquoi et contre quoi, et le choix d'en finir en beauté avec 250 numéros⁽¹⁾ s'en déduira aisément.

¹⁾ Car le n°1, réalisé pour l'obtention de l'agrément CPPAP, n'a pas été diffusé.

ENCORE PLUS FORT QUE LES ASSISES DE LA TRANSFORMATION SOCIALE...

"A
CONTRE
COURANT",
LORS
DE SON
CONGRES,
AU TOUT
DEBUT
AVRIL,
DECIDERA...



**UNE RECOMPOSITION
DERRIERE ALAIN POHER**

Paru le 1er avril 1994, sur la dernière page du n° 52.
Sans ambition ni affiliation, nous n'étions pas obligés de nous prendre trop au sérieux...